

POUR UNE ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE, LEVIER D'ÉMANCIPATION ET DE PARTICIPATION CITOYENNE

Sur fond d'inégalités éducatives, sociales et économiques frappant durement les classes populaires, des mouvements sociaux ont, ces dernières années, mis en lumière les tensions sur le sens et la cohésion de notre modèle social et démocratique : les mobilisations contre la loi Travail ou la réforme des retraites, le mouvement des « gilets jaunes » ou encore les mobilisations anti-pass ou antivaccin lors de la pandémie COVID. Différentes études et baromètres montrent que la défiance des citoyens et des citoyennes à l'égard des institutions et représentants politiques s'amplifie, faisant aussi le lit des démagogues et de la banalisation des idées d'extrême droite.

Essentielle au bon fonctionnement d'une République indivisible, laïque, sociale et démocratique, la démocratie représentative est fragilisée par une démobilisation électorale croissante*. A l'inverse, les aspirations à des formes de démocratie directe ou d'engagement se renforcent. Mais la reconnaissance de la société civile par les pouvoirs publics demeure insuffisante voire fait l'objet d'une suspicion qu'illustre la « loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République », limitant de nombreux droits et de libertés pour les associations. Cette loi oblige les associations et les fondations à souscrire à un contrat d'engagement républicain dès lors qu'elles souhaitent obtenir un agrément d'Etat, une subvention publique ou accueillir un jeune en service civique. Aux termes de ce contrat, les associations doivent s'engager à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité, à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République et à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public, provoquant ainsi une rupture avec la liberté de l'action associative.

Face aux inégalités générées par l'économie de marché et aux limites de l'action publique à bout de souffle, l'Economie Sociale et Solidaire constitue une autre voie et dessine d'autres formes de richesse. Son principe structurant, la réciprocité, s'exprime par excellence dans le cadre associatif. Le pari des associations engagées dans le champ de l'ESS repose sur une mobilisation civique et citoyenne pour réduire les inégalités sociales. Ancrée dans les territoires, au sein des associations, des coopératives, des mutuelles, des fondations et des entreprises sociales reconnues par l'agrément Entreprise Solidaire d'Utilité Sociale « ESUS », l'ESS contribue tout à la fois au développement économique, à la cohésion sociale et à la vitalité civique. L'ESS doit être un catalyseur pour stimuler l'engagement citoyen et l'innovation sociale.

**Ainsi les dernières élections régionales et départementales de juin 2021 ont atteint un taux record d'abstention à 66%.*

Dans un contexte de financiarisation et de course au profit exacerbées, les structures dites à but non-lucratif peinent à faire reconnaître les plus-values et les richesses qu'elles génèrent. La contribution au bien-être individuel et collectif est une inconnue de l'économie marchande : l'impossible valorisation du bénévolat au regard d'indicateurs comme le produit intérieur brut (PIB) en est une claire illustration. D'un autre côté, si l'Etat et les collectivités territoriales affichent une priorité aux enjeux de proximité et de cohésion, ils privilégient pourtant le modèle concurrentiel de la commande publique. Avec la baisse des subventions, les associations tendent à développer des modèles économiques hybrides de plus en plus incompatibles avec l'innovation sociale et la capacité de répondre à des besoins sociaux de plus en plus divers. Cette situation marque un manque grandissant de reconnaissance de « ce que nous sommes et ce que nous faisons ». L'ESS est un espace de dialogue et de collaboration entre les citoyens. En France, elle représente environ 2 360 000 salariés. Les associations qui représentent 80% des salariés de cette économie, ont besoin de politiques publiques fortes et volontaristes pour soutenir et accompagner ce changement fondamental d'une économie fondée autour de valeurs humaines et sociales et pour relever le défi et les enjeux incontournables de la transition écologique.

Les citoyens et les citoyennes ont un fort rôle à jouer pour une société plus solidaire et juste : qui mieux que les personnes concernées pour répondre aux besoins sociaux. De par l'implication des usagers, des bénévoles et des citoyens au sein de projets collectifs développés par les structures de l'économie sociale et solidaire, il s'agit de replacer l'humain au cœur de l'action, en suscitant et valorisant l'engagement des individus au moyen de modes de gouvernance démocratiques et du principe d'inclusion des bénéficiaires dans l'élaboration des projets. Les associations, structures de l'économie sociale et solidaire, sont des actrices du quotidien et de proximité sur nos territoires. Elles sont créatrices de biens et de services d'utilité sociale contribuant à l'intérêt général et permettant l'expression des besoins et la participation des citoyennes et citoyens. Elles sont également le trait d'union entre les pouvoirs publics et le citoyen et, à ce titre, contribuent à une forte émancipation civique et valorisent la capacité d'agir des citoyennes et des citoyens.

Les associations, sont vectrices de richesses et promeuvent une économie alternative qui remet l'humain au cœur du projet sans but lucratif. Leur objectif premier est de répondre à un besoin d'utilité sociale auprès d'un public et non de s'enrichir. Espace de démocratie d'action du quotidien, la Ligue de l'enseignement qui fédère plus de 21 000 associations affiliées, 200 000 bénévoles et 1 000 000 d'adhérents s'inscrit dans une démarche de co-construction des politiques publiques à des fins d'intérêt général. Notre démarche est fondée concrètement sur les connaissances et le savoir-faire des associations de notre réseau, actrices incontournables de terrain en France métropolitaine, ainsi qu'en Outre-Mer.

L'éducation à et par l'ESS est primordiale pour co-construire cet imaginaire vers lequel nous voulons tendre. La Ligue aux côtés d'acteurs de l'ESS et de l'ESPER (Economie sociale partenaire de l'école de la république) s'investit au quotidien pour promouvoir l'ESS auprès des habitantes et des habitants et plus particulièrement auprès des plus jeunes qui sont l'avenir de notre société.